



Distr. LIMITÉE

UNEP(DEPI)/CAR IG.39/INF.9
19 juin 2018

Original: ANGLAIS

Quatrième Réunion du Comité Consultatif
Scientifique et technique (STAC) au Protocole relatif
à la pollution due à des sources et activités terrestres
(LBS) dans la Région des Caraïbes

Panama City, Panama, du 18 au 20 juillet 2018

RAPPORT DE
LA SECONDE REUNION DU COMITE DIRECTEUR DU PROJET
FINANCE PAR LE FEM SUR
L'INTEGRATION DE LA GESTION DE L'EAU, DE LA TERRE ET DES
ECOSYSTEMES MARINS DANS LES PETITS ÉTATS INSULAIRES EN
DEVELOPPEMENT (IWEco)

**COMPTE-RENDU
DE LA
2^E RÉUNION DU COMITÉ DIRECTEUR DU PROJET RÉGIONAL IWEco**

**26 et 27 février 2018 La
Havane, Cuba**

COMPTE-RENDU

Ouverture de la réunion

La réunion a été déclarée ouverte par M^{me} Lorna Inniss, Coordinatrice du programme pour l'environnement des Caraïbes, à 9h10 environ. M. Alain Muñoz a présidé la réunion, à laquelle ont participé les membres du comité directeur du projet (CDP), l'Unité de coordination régionale du projet (UCRP) et les organisations partenaires.

La liste des participants figure à l'Annexe I

Allocutions d'ouverture

M^{me} C. Odalys Giocochea (CITMA), M^{me}. Inniss (UN Environnement CAR/RCU), Mme. Isabelle Vanderbeck (FEM IW, Directrice), Mme. Amrikha Singh (CARICOM) Lyndon Robertson (CARPHA) et Jose Troya (PNUD Panama).

M^{me} C. Odalys Giocochea, directrice de la section Environnement du Ministère des Sciences, de la Technologie et de l'Environnement (CITMA) a souhaité la bienvenue et remercié les pays présents à l'occasion de cette initiative régionale qui vise à renforcer la protection de l'environnement fragile de la région des Caraïbes. Elle a souligné que l'IWEco est une initiative qui s'harmonise parfaitement avec les intérêts des États caribéens, et elle a exprimé son admiration en raison de la valeur des actions et des résultats qui ont été atteints dans la région. Elle s'est engagée à appuyer le projet, et a conclu en transmettant les vœux du Ministre que la réunion soit réussie et productive, et en souhaitant un excellent séjour à La Havane à tous les participants.

M^{me} Inniss a souhaité la bienvenue à tous les présents. Elle a souligné que l'intégration de l'eau, de la terre et des écosystèmes est essentielle à la gestion environnementale durable, et que tous les pays présents avaient reconnu l'importance du projet ; il s'agit là de la seule façon d'atteindre des objectifs de développement. Elle a ajouté que les contributions des points de liaison sont importantes pour la mise en œuvre du projet et a encouragé les présents à participer activement à la réunion, afin de prendre tous ensemble le même chemin pour atteindre les objectifs du projet. Elle a conclu en manifestant le souhait que la réunion soit réussie et productive.

M^{me} Vanderbeck a remercié les présents pour leur participation, en insistant sur le fait que le projet est le fruit d'une collaboration entre tous les pays, et avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Elle a rappelé que le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) joue un rôle de supervision, en ajoutant qu'il existe des possibilités de collaboration avec le projet CLME+, qui s'occupe également de la gestion des zones côtières et de pollution terrestre. Elle a manifesté le souhait que la réunion soit productive.

M^{me} Singh a présenté les salutations de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). Elle a indiqué que le projet

IWEco permet à la CARICOM d'atteindre le sixième objectif de développement durable (ODD) qui prévoit de mettre en œuvre la gestion des ressources en eau à tous les niveaux, et en particulier la cible 6.6 relative à la protection et restauration des écosystèmes liés à l'eau. Ensuite, elle a rendu la parole en rappelant que le réseau des Caraïbes fonctionne mieux quand tous travaillent ensemble.

M. Robertson a indiqué que le projet IWEco est essentiel pour la région des Caraïbes et qu'il est important de protéger nos écosystèmes. Il a souligné qu'il était pertinent pour son organisation de se pencher sur la protection de la santé humaine dans un climat changeant. Il a également indiqué que l'Agence de la santé publique des Caraïbes (CARPHA) fournit une assistance technique aux États membres en ce qui concerne la protection de la santé humaine et des écosystèmes, et qu'elle est appelée à jouer un rôle de premier plan en ce qui concerne la Composante 2, de concert avec la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) et le Centro del Agua del Trópico Húmedo para América latina y el Caribe (CATHALAC) et autres partenaires, et la Composante 4 relative au transfert de connaissances.

M. Troya, Conseiller Technique Régional - Eau et océans, PNUD, a exprimé sa satisfaction car le projet est désormais prêt à aller de l'avant avec son coordonnateur de projet. Il a fait remarquer que le projet IWEco est un projet fondamental, car il constitue l'une des bases des activités qui seront mises en place dans les pays, mais un grand nombre d'opportunités de synergies et collaborations ont été identifiées avec d'autres projets comme le CLME+.

M. Jan Betlem, Coordinateur régional du projet IWEco, a souligné que le projet appartient aux pays, et que l'ONU Environnement (PNUE) et l'Unité de Coordination du projet (UCP) sont là pour leur prêter assistance. Ensuite, il a rappelé que la langue de travail de la réunion est l'anglais, conformément aux termes de référence (TdR). Cependant, un service d'interprétation de l'anglais vers l'espagnol et vice-versa est à disposition.

Adoption du compte-rendu de la première réunion du Comité Directeur Régional de 2016

Le compte-rendu de la première réunion régionale du CDP de septembre 2009 a été présenté aux participants pour approbation. M. Hayden Romano (Trinité-et-Tobago) a demandé si le quorum avait été atteint, à quoi M. Betlem a répondu « oui » en spécifiant que seuls les représentants de la Barbade et la République dominicaine étaient absents. Le compte-rendu a été approuvé par les présents, ce qui a été confirmé par M. Romano de Trinité-et-Tobago et appuyé par M. Robertson de la CARPHA.

Aperçu du projet et des documents de projet

M. Betlem a expliqué en bref les procédures à suivre pendant la semaine, les Termes de référence de la réunion du CDP ainsi que des objectifs du projet IWEco, ses composantes, la Convention de Carthagène et des partenariats (recherche, gouvernance et sensibilisation/éducation du public). Il a présenté par la suite l'organigramme du projet.

Les mises à jour ci-dessous ont été présentées :

1. Document de projet (page 147 : changement de lieu de l'unité de coordination du projet (UCP) de la CARPHA au PEC PNUE).
2. Document d'approbation du directeur général du FEM Page 1 - partenaires chargés de la mise en œuvre mis à jour, page 9 par. G - montant du projet
3. Document d'approbation du directeur général du FEM Page 9 - Saint-Vincent-et-Grenadines (zone d'intervention du projet à définir)
4. Page 11 (document d'approbation du directeur général du FEM) - changement dans les délais, une

- extension sera nécessaire (jusqu'au 19 septembre 2021)
5. Page 50 (document d'approbation du directeur général du FEM) - organisations chargées de la mise en œuvre et de la mise en œuvre conjointe
 6. Page 51 (document d'approbation du directeur général du FEM) - l'UCP déplacée de la CARPHA la UCR/CAR du Programme pour l'environnement des Caraïbes (PEC) de l'ONU Environnement
 7. Page 51 (document d'approbation du directeur général du FEM - nouveaux paragraphes à propos de la Convention de Carthagène
 8. Page 53 (document d'approbation du directeur général du FEM) - partenariats de recherche et de surveillance 'composante 2) mis à jour - CARPHA se chargera des pays dans lesquels l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OEEO) n'a pas la possibilité d'agir
 9. Compte-rendu de la réunion de lancement - 5.2 procès-verbaux de l'UPC située à Kingston, en Jamaïque
 10. Diagramme de la prise de décision mis à jour - changement important : l'UCP a été déplacée de la CARPHA à la ONU Environnement UCR/CAR
 11. Organigramme mis à jour montrant les rapports entre CARPHA, ONU Environnement – CAR/RCU et le gestionnaire spécial de la ONU Environnement.

À la suite des explications relatives aux modifications apportées aux documents, les observations et questions ci-dessous ont été formulées :

1. M^{me} Marlén Pérez (Centre d'activités régionales - Centro de Ingeniería y Manejo Ambiental de Bahías y Costas (CAR - CIMAB) - a exprimé sa reconnaissance d'avoir été invitée à participer, et s'est déclarée impatiente de commencer à travailler avec le projet, de pouvoir prendre part aux activités régionales en tant que membre du groupe technique régional (CAR LBS), dans des domaines tels que la surveillance environnementale et la pollution. M. Betlem l'a remerciée.
2. M. Anthony McKenzie (Jamaïque) - Prolongement du calendrier du projet au-delà de septembre 2021. Est-ce que les pays poursuivront la mise en œuvre au-delà du calendrier régional ? Est-ce que cela sera pratique ? M. Betlem a répondu que, compte tenu du fait que le projet national de la Jamaïque, par exemple, a une durée de cinq ans, la durée du projet devra être étendue jusqu'à couvrir la durée de tous les projets nationaux.
3. M^{me} Vanderbeck a demandé si tous les projets prendraient fin en 2023. Elle a ajouté que les projets devraient être compressés, car ils ne disposeront plus de budget pour couvrir les frais de personnel. M. Betlem a répondu que la question serait soumise à discussion plus avant.
4. M. Robertson a rappelé au CDP que le passage de l'UPC de la CARPHA au PEC ONU Environnement était lié au besoin de disposer de deux personnels attachés à leur département chargés des composantes 2 et 3.

Rapport de l'état d'avancement du projet : UCR/CAR du PNUE

M. Christopher Corbin a mis en évidence le travail effectué par le PEC du PNUE en ce qui concerne le projet IWEco, entre la première réunion du CDP et le présent. Ceci comprend l'embauche de personnel et l'établissement de l'Unité de coordination du projet. Il a expliqué les raisons pour lesquelles le PEC est impliqué dans le projet IWEco, tout en soulignant comment le PEC, de concert avec les gouvernements, se charge de l'application du Protocole relatif à la pollution due à des sources et activités terrestres (Protocole LBS). Il a insisté sur le fait qu'il est prévu que les Parties non contractantes deviennent des Parties contractantes d'ici la fin du projet IWEco. Par la suite, il a ajouté qu'ils devraient se familiariser avec les appuis techniques disponibles par le biais des partenaires.

M^{me} Inniss a demandé aux points de liaison si un comité intersectoriel national avait déjà été mis en place dans leurs pays, et les a encouragés à demander de l'aide avant que le projet n'aille de l'avant. Elle a souligné l'importance de cette démarche, certains pays participants au projet IWEco étant en passe de développer leurs plans nationaux relatifs à l'environnement marin avec le soutien de la CARICOM, et compte tenu du fait que le but du secrétariat est celui d'appuyer les pays avec des programmes affectant l'application de la Convention de Carthagène.

Parmi les présents, seule Cuba avait mis en place un comité national intersectoriel, alors que les autres pays ont indiqué que la question est en marche, et qu'ils espèrent que lesdits comités soient établis pour mars/avril 2018.

En ce qui concerne les comités intersectoriels, M^{me} Vanderbeck a souligné qu'il s'agit d'un élément essentiel pour le FEM, en précisant que tous les ministères impliqués devraient en faire partie. Ensuite, elle a demandé où en étaient les comités ayant été établis dans le cadre du projet du FEM relatif à la Gestion intégrée des bassins versants et des zones côtières (IWCAM), en suggérant que ces mêmes comités peuvent être utilisés pour le projet IWEco, plutôt que d'en créer de nouveaux.

M. Robertson a suggéré que les pays examinent leurs programmes hydrologiques nationaux et envisagent des possibilités de collaboration.

M. Corbin a ajouté que les comités ne doivent pas nécessairement être nouveaux, mais qu'ils peuvent parfaitement être établis sur la base de comités existants pour exercer une influence sur les politiques de haut niveau, les instances de prise de décision et la durabilité. Il a également déclaré qu'une collaboration avec le programme de Petites Subventions (SGP) devrait être établie au niveau du projet.

M. Patrick Debels a demandé si le Centre pour la gestion des ressources et des études environnementales (CERMES) avait examiné les différents afin de faire le point sur les structures existantes, et sur ce qui fonctionne bien ou non. Il a suggéré que les pays devraient faire cela et aller de l'avant. Il s'est engagé à fournir un document d'orientation à cet égard.

M. Cornelius Isaac a ajouté que l'OECO était sur le point de compléter le projet sur la gestion durable des terres (GDT) projet financé par l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC) et qu'un comité national intersectoriel avait été établi à ces fins, et que, au vu des similarités entre les objectifs des deux projets, ce comité pourrait être pris en compte. Il a également ajouté que certains comités qui avaient été établis préalablement sont encore très actifs et susceptibles d'être utilisés.

M^{me} Singh a souligné que les compétences requises par le projet IWEco sont les mêmes que pour d'autres projets ; cependant, il arrive parfois que l'intégration tarde à se mettre en place, mais qu'il est nécessaire de l'inclure dans les programmes nationaux.

Vue d'ensemble du budget/mises à jour

Le Coordinateur régional du projet, M. Betlem, a présenté un bref aperçu du budget. Il a informé les présents de ce qui suit :

- Lors du passage de l'UCP de la CARPHA à l'ONU Environnement PEC, il a été nécessaire d'apporter une modification au budget ;
- Les fonds nécessaires au frais de personnel et aux frais liés à l'extension du projet ont été pourvus par d'autres lignes budgétaires ;
- Près de 12 millions de dollars ont été assignés à des projets nationaux ;
- Le PNUE fonctionne comme un intermédiaire en mesure de transmettre les fonds du FEM

directement aux pays, alors que le PNUD est l'intermédiaire pour le SGP (Programme de micro financements) ;

- Composante 2 - la CARPHA devrait assurer la direction de cette composante, des réunions ayant déjà au lieu avec des partenaires, et ceci ayant été préalablement convenu. La CARPHA devrait se mettre à la recherche de cofinancements pour le projet IWEco, en s'efforçant d'établir des contacts avec les organisations partenaires ;
- Des cofinancements sont à disposition en ce qui concerne la composante 3, mais le projet devrait simplement instaurer une communication avec ces organisations pour en bénéficier ;
- Composante 3 - l'OEEO se charge de la direction du projet. Cependant, l'OEEO ne peut opérer dans tous les pays du projet et la CARPHA assumera la direction du projet dans ces pays ; et
- Composante 4 - en ce qui concerne la composante 4, l'organisation leader est PCI Media Impact, mais une partie du budget revient à la UCR/CAR. Le PNUD est chargé de l'élaboration de la page Internet de la présente composante.

Il a clos son exposé en fournissant une synthèse du budget total du projet (20 722 572 de dollars américains), qui doit être distribué aux différents partenaires.

Composante 1 : État d'avancement des projets nationaux

Les pays participants ont exposé en synthèse de leurs projets nationaux, en soulignant leurs résultats et défis :

1. Antigua-et-Barbuda – M^{me} Rashauna Adams s'est chargée de l'exposé. Elle a expliqué que le projet IWEco constitue un prolongement de leur projet IWCAM. Elle a ajouté que le Plan de gestion du projet avait été approuvé, et que des élections anticipées sont prévues pour le mois de mars ou avril 2018, ce qui devrait avoir des retombées sur la mise en œuvre du projet, mais pas nécessairement sur le projet en soi car il s'agit d'un texte juridique. Plusieurs jalons du projet ont été atteints, et notamment : Le gouvernement reconnaît le projet comme un projet régional et, de ce fait, comme une priorité ; un fournisseur d'éoliennes pour les stations de traitement a été identifié, et des initiatives concernant l'amélioration de la participation et l'accès aux informations ont été mises en place. Aucun défi n'est à relever pendant la phase de préparation.

M^{me} Vanderbeck a demandé si les turbines et les éoliennes étaient couvertes par un autre projet du FEM, la réponse est oui.

2. Cuba – Dans sa présentation, M. Muñoz a mis en évidence les accomplissements et les défis rencontrés par le projet national cubain jusqu'à cette date, malgré le fait que Cuba n'avait encore fait l'objet d'aucun décaissement. Parmi les accomplissements sont à noter l'approbation des termes de référence, l'établissement d'un comité national intersectoriel chargé de la supervision du projet, l'identification de solutions pour le traitement des eaux usées dans la communauté de Peñas Altas, l'approbation de la construction du laboratoire, l'identification des aspects fondamentaux, deux projets approuvés dans le cadre du SGP de l'IWEco (l'un à La Havane et l'autre à San Juan), et la mise au point de la stratégie de communication. Certains défis sont à relever, dont la finalisation du processus d'achat des biens importés qui implique des ajustements budgétaires, et l'incapacité de lancer le programme national en raison de limitations liées aux moyens de transport et de moyens financiers.

M^{me} Vanderbeck a rappelé à M. Muñoz que le projet comportait l'accès à des financements pour la biodiversité, et que par conséquent les documents de projet doivent montrer quelles initiatives seront prises pour préserver la biodiversité.

M. Corbin a souligné les différences entre IWEco et IWCAM, et qu'un soutien des composantes régionales peut être envisagé (composantes 1, 2 et 3).

3. République dominicaine – M. Betlem a exposé l'état d'avancement de la mise en œuvre de la République dominicaine, en l'absence du représentant du pays. Il a indiqué que : Le projet a été approuvé mais non mis en œuvre, un comité national intersectoriel dont font partie les ministres adjoints de la terre et des eaux, les instances chargées de la gestion environnementale, des aires protégées et des ressources forestières, a été mis en place. Un petit nombre de défis ont été mentionnés lors des phases préliminaires de la mise en place du sous-projet national, tels que la signature des Accords de coopération sur le projet (ACP), la stabilité au niveau des postes de direction du projet sur le plan institutionnel, la mise à jour des informations présentées dans les documents de projet originaux, et le recrutement du personnel (gestionnaires et administrateurs) chargé de mener à bien les différentes tâches du projet.
4. Jamaïque – M. McKenzie a affirmé que le projet avait été approuvé, mais que la mise en œuvre n'avait pas été amorcée. Les défis et autres difficultés rencontrés comprennent la signature des ACP, mais des actions nécessaires visant la signature des ACP ont été prises et devraient être complétées en mars 2018. Il a ajouté que le lancement du projet est retardé, mais que les TdR pour les missions de consultants ont été préparés et les activités principales du projet vont être amorcées rapidement.
5. St. Christophe-et-Niévès – M. Eavin Parry a informé les présents que les documents de projet sont en phase d'élaboration, et que le budget avait été soumis pour approbation. Il a ajouté que le projet national était axé sur les deux îles, que des réunions avaient eu lieu avec certaines instances fondamentales du secteur public, des organisations du secteur privé et des ONG, et que les TdR du comité national intersectoriel étaient en phase d'élaboration. De plus, il a expliqué que le recrutement du coordinateur de projet n'avait pas encore eu lieu, et que le défi principal pour Saint-Christophe-et-Niévès était la lenteur à laquelle se faisait la finalisation du document de projet et du budget, et que plus de personnel était nécessaire pour résoudre le problème.
6. Sainte-Lucie – M^{me} Aretha Darcheville a déclaré que le projet est entré dans la phase de mise en œuvre, et que la somme de 16 591 dollars du budget avait été dépensée. De plus, elle a expliqué que le projet visait le bassin versant de Upper Soufriere, et que l'une des composantes principales serait l'assistance aux agriculteurs afin de les aider à adopter des pratiques durables. Les résultats à ce jour ont été présentés par rapport aux composantes et produits, et notamment l'assistance à la communauté de Fond St. Jacques pour la collecte de fonds visant la mise en place d'un profil apte à la pratique de l'agro-tourisme Elle a ajouté que l'atelier de lancement, organisé pour présenter le projet à toutes les parties-prenantes, a été organisé de manière stratégique au centre communautaire, ce qui a encouragé la participation de tous et a renforcé l'appropriation du projet par la communauté. Parmi les défis, il est important de noter que de nombreux partenaires sont actifs dans la zone de Soufriere en absence de tout mécanisme de coordination, et la difficulté de bien faire comprendre aux membres de la communauté que de mauvaises pratiques agricoles sur les côtes mènent à l'érosion des flancs de la montagne, l'envasement et la dégradation du récif corallien. Certaines possibles solutions ont été avancées, dont l'élaboration d'un plan de travail multi-agences pour le bassin versant de Soufriere, et le lancement d'une campagne vigoureuse de communication visant les habitants de la zone du bassin.
7. St. Vincent-et-Grenadines – M. Casmus McLeod a indiqué que le projet se trouvait encore en phase d'élaboration, puisqu'un changement avait été opéré au niveau de l'aire géographique concernée par le projet national, et qu'un consultant avait été recruté grâce au soutien de l'UCP d'IWEco, et que le nouveau document de projet et son budget étaient en phase de conception. Certains défis émergents comprennent l'acceptation et compréhension du projet par l'Unité de planification financière en ce qui concerne les mécanismes financiers et le rétablissement du comité de pilotage national afin d'éviter les doublons et le nombre excessif de réunions. Le comité opérera dans le cadre des comités existants.

M. Corbin a indiqué qu'il était possible de promouvoir les objectifs de développement durable lors de la Conférence sur le développement durable qui se tiendra justement à Saint-Vincent-et-Grenadines. Il a expliqué qu'il avait rencontré certains ministres et que d'autres pays avaient offert de l'aide (Antigua pour Saint-Christophe et Grenade pour Saint-Vincent). Il a ajouté que l'offre tenait toujours et que, le cas échéant, il était possible d'obtenir de l'aide.

8. Trinité-et-Tobago – M. Romano a expliqué que le projet national était en phase de mise en œuvre et qu'il était axé sur la dégradation de la terre. Au 31 janvier 2018, la somme de 15 184,41 dollars avait été dépensée. Certains des résultats du projet comprennent l'élaboration et révision d'une série de manuels concernant les meilleures pratiques en matière de récupérations des carrières, la confirmation des sites de formation et des sites pilotes, la présentation d'une demande de subvention accompagnée d'une note conceptuelle et d'un budget pour la mise en place d'un programme de formation sur la récupération des carrières au SGP par une ONG (en révision). En ce qui concerne les défis, l'identification des sites du projet, compte tenu du fait que ceux-ci sont en partie privés et en partie propriété de l'État pose certaines difficultés, qui sont en phase de discussion avec une organisation étatique et des agents du secteur privé. Un site pilote pour la première phase a été identifié.

M. Corbin a demandé plus de détails sur le lien avec le secteur privé dans le cas de Trinité dans le futur.

À la suite des exposés des pays, M. Betlem a conclu en montrant les financements qui seront décaissés à chacun des pays par le FEM par le biais du projet, et le calendrier général de tous les projets nationaux. Le projet de la Jamaïque terminera en début 2023.

Composante 4 : État d'avancement de la mise en œuvre des activités par le PNUD

M^{me} Sulan Chen a présenté un exposé sur le SGP. Pendant son exposé, elle a présenté le SGP en bref, les progrès effectués dans chacun des pays, et les défis rencontrés sur le plan régional et national. Elle a également souligné les enseignements qui ont été tirés.

M^{me} Alejandra Moncada a présenté une vue d'ensemble du SGP IW Eco - budget contre dépenses. Elle a également présenté le plan de travail annuel de la composante relative au SGP et à la composante 4 du PNUD. Le plan de travail annuel du SGP a programmé des activités jusqu'au début de l'année 2020, alors que les activités planifiées pour la composante 4 du PNUD arrivent jusqu'au début de l'année 2021. Elle a également insisté sur le fait qu'il est important de clore les projets en temps voulu, afin d'éviter les extensions prolongées qui font augmenter les coûts administratifs d'un projet.

Après la présentation, M^{me} Vanderbeck a indiqué que la plateforme IW:Learn contenait une boîte à outils pour la création de pages Internet, et qu'elle en ferait part à M^{me} Moncada.

M^{me} Donna Spencer a ajouté qu'il était nécessaire de se pencher sur les questions du calendrier et des tâches, la création du site Internet et son contenu se prolongera au-delà du projet. Elle a ajouté que chaque composante allait générer des connaissances différentes, et que la documentation des processus allait être maintenue jusqu'à la fin du projet. Elle a insisté sur le fait que la page Internet devait être promue pour lui permettre d'atteindre ses fins.

Le CDP régional a reconnu que le fait de devoir limiter les activités démonstratives du SGP dans le cadre des projets nationaux en raison du manque de capacité, des contextes changeants, des sensibilités d'ordre politique et autres défis opérationnels constituait bel et bien un défi lors de la mise en œuvre des SGP. Il a été convenu que le SGP harmoniserait ses activités avec les priorités nationales, et que des efforts seraient déployés pour mettre en place des activités sur les lieux visés par les projets, mais qu'il devrait pouvoir bénéficier de la souplesse nécessaire pour organiser et mettre en place des activités en dehors des sites des projets nationaux lorsque le

CDP national en décide ainsi afin de s'adapter aux contextes et situations actuels.

Composante 4 : État d'avancement des activités de gestion des connaissances/communication

M. Sean Southey a expliqué que, depuis le début du contrat, les résultats obtenus comprennent : un atelier d'une semaine sur le renforcement de capacités pour la définition de stratégies de communication et de participation, l'établissement de pratiques et d'infrastructures, et l'assignation de subventions. Trois des huit webinars sur le suivi et l'évaluation, les programmes subventionnés et la participation des jeunes ont été organisés. Sur un budget de 453 541 dollars, une somme de 148 238 dollars a été dépensée, et 150 000 dollars ont été assignés aux pays pour leur campagne de communication adaptée à leur projet national à la suite de l'atelier régional sur la communication organisé à Sainte-Lucie en 2017. Parmi les défis rencontrés par PCI Media Impact se trouvent les barrières linguistiques vis-à-vis des pays hispanophones, obtenir le plan de campagne de tous les pays, les difficultés liées aux virements entre les États-Unis et Cuba, et la non-assistance des pays aux webinars.

Après l'exposé, M. Romano a demandé si les campagnes de communication qui étaient en phase de préparation dépendaient du contrat entre PCI et IWECO, qui touche à sa fin en novembre 2018. Il s'avère, a répondu l'intervenant, que la campagne devrait se terminer en janvier-février 2019, raison pour laquelle il sera nécessaire de trouver des fonds supplémentaires (par exemple des budgets des projets nationaux, cofinancements).

Projet CLME+ - Contexte général et Programme d'action stratégique

M. Debels a présenté une vue d'ensemble du Projet CLME+ ainsi que le Programme d'action stratégique (PAS). Dans la région, ce projet s'applique à la région des Caraïbes et aux grands écosystèmes marins du plateau du Nord du Brésil. Ce projet présente une grande diversité et complexité géopolitique. Il a expliqué que le PAS est un document négocié contenant des politiques ayant été entérinées au plus haut niveau des gouvernements dans le secteur concerné, et qu'il établit des priorités claires qui se traduisent en actions liées à des problèmes environnementaux clés. Le projet met en avant les théories de l'économie bleue et de la croissance bleue, et le PAS sera mis en œuvre au travers d'une série de projets. Ensuite, il a indiqué que le CLME+ collabore avec les mêmes partenaires qu'IWECO, et qu'il serait donc important d'établir une meilleure coordination au moyen d'un partenariat. L'IWECO contribuera aux plans d'action régional, relatif aux investissements, pour la recherche, etc. De plus, le CLME+ peut collaborer avec IWECO dans le domaine des communications. Il a présenté le Pôle CLME+ en indiquant qu'il ne s'agit pas uniquement d'une page Internet, mais d'un point de départ vers les projets apparentés.

Après son exposé, M. Robertson a expliqué que, en ce qui concerne la composante relative à la recherche, la CARPHA sera amenée à collaborer avec CLME+, outre l'Université des Nations Unies - Institut pour l'eau, l'environnement et la santé (UNU-INWEH), entre autres. La responsabilité de la recherche revient à l'Institut des pêches du Golfe et des Caraïbes (GCFI). Le PEC du PNUE est chargé de l'application du Protocole LBS, et il se doit donc de veiller à ce que les activités aillent dans la direction voulue.

M^{me} Chen a demandé quelles approches/quels encouragements pourraient être envisagés afin d'aligner les activités du SGP au PAS du CLME+, et il lui a été répondu que le CLME+ est actif en différents domaines et en collaboration avec différents secteurs.

M^{me} Vanderbeck a demandé si IWECO et CLME+ pourraient travailler de concert pour une meilleure divulgation des bonnes pratiques, et si le pôle CLME+ (Ou la plateforme IW:Learn pour les Caraïbes pourrait être utilisée à cet effet.

Dépenses

M. Betlem a fait le point sur l'état des dépenses. Il a indiqué qu'il a été nécessaire de transférer la gestion du budget du projet à la plateforme financière UMOJA, utilisée par l'ONU Environnement. Il a montré le budget original et l'a comparé au budget mis à jour, en précisant que le système ne permet pas de distinguer l'origine de certains financements destinés à certaines activités. Les voyages (même dans le cas des réunions du CDP), par exemple, relèvent de la ligne budgétaire des voyages et non de la ligne des coûts opérationnels de laquelle ils dépendent. Il a précisé que, d'ici juin 2018, tous les partenaires principaux devraient avoir préparé leur PAS, et que par conséquent le 65 % du budget sera engagé en 2018.

Quelques questions et observations ont été avancées après l'exposé :

- i. M. Mackenzie a posé une question sur la possibilité de déplacer des fonds d'une composante à l'autre, et il lui a été répondu que le CDP peut déplacer des fonds d'une composante à l'autre sur un vote des membres.
- ii. M. Isaac a demandé si un plan alternatif avait été prévu, par exemple en cas d'ouragan, et la réponse est négative.
- iii. Mme Vanderbeck a proposé que les schémas employés reflètent la répartition des fonds du PNUD au fil des ans, et a indiqué que Mme Moncada pourrait partager ces informations. Elle a également demandé pourquoi le budget/financement de 2018 montrait que les fonds étaient décaissés, mais qu'ils n'étaient pas définis comme des dépenses. Il lui a été répondu que, bien que les fonds soient indiqués comme étant « engagés » dans le système, les dépenses sont réparties sur les années du projet. Les fonds sont donc engagés dans le système, mais seront dépensés sur 4 ou 5 ans.
- iv. M. Robertson a demandé quel est le pourcentage maximal de fonds susceptibles d'être déplacés d'une composante à l'autre sans qu'il soit nécessaire de demander l'autorisation du FEM, et il lui a été répondu que ces changements ramènent nécessairement au tableau précédent (montant d'origine tel qu'il figurait dans le document de projet) et que les passages d'une composante à l'autre peuvent affecter d'autres partenaires, ce qui risque de s'avérer complexe et devrait, par conséquent, être évité.
- v. M. Corbin a précisé que la question posée par M. Robertson est essentielle, et qu'il est important de prendre en compte que, outre les activités, il est demandé de rendre compte des cibles de mi-parcours et de long terme et que le projet pourrait avoir à remettre des produits supplémentaires. Si les résultats sont atteints, il est possible de déplacer des fonds, mais il est important de ne pas compromettre les produits/activités.
- vi. Mme Moncada a demandé si les fonds engagés devraient être montrés sur base annuelle ou multi-annuelle. Il lui a été répondu que les fonds engagés dans le système UMOJA sont sur plusieurs années, et qu'une comptabilité parallèle permettra de refléter réellement la situation du budget.

Exposé de l'Unité de coordination du projet IWEco (PNUE/UCP)

M. Betlem a exposé la feuille de route suivie par l'Unité de coordination du projet entre la réunion de lancement et le présent. Le document de projet a été présenté au personnel de l'Unité et soumis à révision ; le document d'approbation du directeur général et le compte-rendu de la réunion de lancement ont été partagés avec les présents. L'UCP a également procédé à la révision du budget des composantes 1, 2 et 3 en ce qui concerne les frais de personnel. Trois ACP ont été signés avec les pays participants et un avec le partenaire chargé de la communication ; deux autres ACP devraient être finalisés avant le mois de mars 2018, et les autres avant la fin

de l'année. Il a expliqué qu'un formulaire avait été mis au point par l'UCP à l'intention des personnes souhaitant présenter une demande d'appui financier pour pouvoir participer à des activités liées au projet, si besoin est.

M. Corbin a indiqué que, compte tenu du rôle tenu par l'UCP lors de la présentation du rapport (PNUD et l'ONU Environnement), il devrait désormais être clair que l'UCP et le secrétariat sont deux instances autonomes.

Suivi et évaluation – Exigences du projet en matière de présentation des rapports

M. Betlem a donné une synthèse des exigences en matière de présentation de rapports des activités devant être suivies pour chacune des quatre questions d'intérêt du FEM. Il a indiqué que le Cadre des résultats du projet montre clairement ce qui est attendu du projet et de ses partenaires. Il a également expliqué que le Spécialiste technique, lorsqu'il aura été recruté, occupera un rôle essentiel en appui aux activités de suivi, et pour veiller à ce que les rapports soient présentés en temps voulu.

Après l'exposé, M^{me} Vanderbeck a expliqué que les pays participants devraient disposer d'un outil de suivi pour les zones concernés qui leur a été fourni avec le dossier du projet, ce qui leur permet de signaler ce qu'ils sont en mesure de livrer et quelles informations manquent à l'appel. Elle a encouragé tous les pays à examiner l'outil de suivi et de s'adresser à l'UCP en cas de doute.

M. Corbin a suggéré à l'UTC d'assurer le suivi des activités coordonnées par les organisations leaders (par exemple à l'occasion de la participation à une réunion/atelier), car ces activités contribuent à ce que les résultats soient atteints. En ce qui concerne la remarque de M^{me} Vanderbeck, il a indiqué que, lorsque les ACP auront tous été signés, et bien que la CARPHA assume le rôle de leader, un des ateliers prévus devrait se pencher sur la question du suivi et de l'évaluation. Il a signalé que le spécialiste technique (personnel du projet) devrait jouer un rôle essentiel en ce qui concerne le suivi et l'évaluation du projet.

M. Muñoz a suggéré que tous devraient se charger de la révision du projet, et que toutes les informations, ainsi que la ligne de référence, étaient d'extrême importance.

M. Debels a expliqué qu'IWEco était appelé à jouer un rôle essentiel, et que l'identification d'un « atelier sur les indicateurs » devrait être envisagée.

M^{me} Vanderbeck a insisté sur le fait que le suivi et l'évaluation sont des éléments essentiels, que les travaux du projet IWCAM avaient été incorporés au projet IWEco, et que ceci avait été au centre des travaux la formulation du projet. Elle a ajouté que le tableau présenté avait été mis au point pour éviter d'avoir à rédiger d'autres rapports, et qu'il permet de donner une idée précise de l'état de l'environnement dans la région. Toutes les informations recueillies pourraient constituer un rapport sur l'état de l'environnement dans les pays, qui pourrait être présenté aux différentes conventions. Elle a ajouté qu'il n'est pas aisé de se conformer à toutes les conditions posées par le FEM, et que les conditions ne sont pas les mêmes pour toutes les questions d'intérêt - une version remaniée de l'outil de suivi était disponible et serait partagé avec les présents.

M. Troya a ajouté qu'il s'agissait là d'une séance importante, s'agissant de présenter les conditions relatives au suivi et à l'évaluation, les outils qui seront utilisés et les risques. Il a suggéré qu'il ne serait pas bon d'encourager d'apporter des modifications au budget. Il a rappelé aux présents qu'il ne faut pas perdre de vue la révision du projet, que les rapports annuels étaient l'une des conditions du CDP, et que ce dernier était important et ne devait pas être vu comme une charge.

M. Robertson s'est réjoui de la proposition de M. Corbin concernant un atelier régional sur la présentation de rapports et le suivi ; le projet prévoit les cibles et des indicateurs du programme de travail annuel (santé et environnement) du plan stratégique, visant à renforcer la résilience sociale et environnementale du plan des

Caraïbes. Ayant procédé à la révision critique, il s'est avéré que certaines cibles étaient trop ambitieuses, et certains indicateurs non réalistes. Il a posé la question de savoir si des modifications pouvaient être apportées lorsque les indicateurs semblent être peu réalistes, notamment au niveau des tâches du projet sous la composante 2. M^{me} Vanderbeck a dit que oui, mais qu'ils doivent rester fidèles au niveau des résultats.

M^{me} Moncada a spécifié qu'il serait bon que les coordinateurs des projets nationaux prennent note des risques et évaluent les changements.

M^{me} Chen a félicité les présents en les remerciant du soutien manifesté au SGP. Elle a déclaré qu'il était important que tous jouent leur rôle dans le cadre de la protection de l'environnement pour les générations futures.

Plan de travail du projet IWECO, année 2018

M. Betlem a présenté le plan de travail du projet 2018 composante par composante. Après la présentation, des questions et observations ont été formulées.

M. Debels a demandé s'il était possible de proposer un appui financier aux participants aux réunions régionales et internationales. M. Betlem a répondu que ces frais sont prévus dans le budget. M. Debels a expliqué que l'OECD recevait des fonds du CLME+, et que des liens de collaboration devraient être établis, les projets n'étant pas au courant des activités l'un de l'autre.

Prolongement proposé du projet IWECO

M. Betlem a présenté le calendrier du projet et a expliqué qu'à l'heure actuelle il est prévu que le projet termine en septembre 2021. Cependant, la plupart des projets nationaux tardant à se mettre en marche, il a proposé de fixer la nouvelle date de clôture du projet à juin 2023, justement pour tenir compte du lancement tardif des projets nationaux. Ce prolongement proposé est pour une période d'un an et neuf mois. Il a ajouté que les fonds destinés aux salaires du personnel pendant la période du prolongement pouvaient être assurés par d'autres lignes budgétaires. De plus, il a ajouté qu'au cours des deux ans qui suivent l'approbation du Directeur général du FEM, un montant limité du budget a été dépensé. Aucune décision n'a été prise, et il a été proposé que, lors de la prochaine réunion du Comité de pilotage (et lorsque tous les accords auront été signés), tous auront les idées plus claires quant à la teneur du prolongement requis pour le projet IWECO.

Composante 4 : Présentation du Guide de style du projet IWECO

M. Southey a présenté le guide de style du projet. Il a expliqué que ce guide de style portera le logo du projet, et comment ce logo devra être utilisé par rapport à d'autres logos. Plusieurs propositions de logos pour le projet et pour les pays ont été présentés, et les présents ont formulé leurs observations. Le consensus a finalement été atteint et les présents ont été informés du fait que le logo définitif serait envoyé dans la semaine, et que le guide de style serait prêt à la fin du mois de mars 2018 et envoyé à tous les membres du comité.

Collaboration entre IWECO et CLME+

M. Debels a expliqué que la collaboration avec le PAS du CLME+ pouvait prendre une connotation formelle ou informelle. Il a précisé qu'une collaboration formelle constituerait une manière plus concrète, et passe par la

présentation d'une proposition. Il a expliqué que la deuxième réunion du Comité de pilotage du projet CLME+ se tiendra du 18 au 20 juin 2018, et que le Coordinateur régional du projet IWEco y avait été convié. Le 1^{er} Forum des partenaires CLME+ aura lieu en juin 2018, la collaboration avec IWEco est importante et doit être affinée. Certains des partenariats conclus avec le projet CLME+ ont été mis en évidence.

Après la présentation de M. Debels, M. Corbin a précisé que la participation à ces instances pourrait représenter une opportunité d'aller de l'avant, tant pour le projet CLME+ que pour IWEco.

IW:Learn - Inventaire des besoins en matière d'apprentissage et de renforcement des capacités

Mme Spencer a présenté un exposé sur IW:Learn et son inventaire des besoins en matière d'apprentissages et de renforcement des capacités, et elle a montré une vidéo sur les avantages de la plateforme IW:Learn lors de la création de pages Internet. La page Internet d'IW:Learn a également été montrée aux présents. Elle a expliqué qu'il était important de documenter les activités, les expériences et les leçons tirées, au fur et à mesure, pour éviter la perte d'informations. Elle a expliqué que les jumelages constituaient l'une des caractéristiques d'IW:Learn, pour encourager le partage d'informations avec d'autres.

Après la présentation, M. Southey a demandé si les informations présentées pouvaient être transmises à d'autres groupes de communication. Il lui a été répondu que l'UCP joue un rôle de coordination visant à regrouper les besoins similaires, qui peuvent recevoir des informations de n'importe quel partenaire du projet.

M^{me} Vanderbeck a signalé que, outre la plateforme IW:Learn, il existe un projet apparenté dénommé LME:Learn qui vient de mettre en place la plateforme SLACK. Ladite plateforme facilite la communication directe, les questions et le partage d'expériences.

Présentation des Groupes consultatifs techniques régionaux (RTAG) - Leaders fonctionnels et autres partenaires du projet

M. Corbin a présenté un exposé sur les RTAG.

M. Romano a suggéré que les réunions des RTAG se tiennent avant les réunions du Comité de pilotage.

M^{me} Vanderbeck a demandé à M. Debels si le projet CLME+ avait un comité technique avec lequel IWEco pourrait collaborer, ou s'en inspirer. M. Debels a répondu que oui, mais qu'il ne voyait pas nécessairement comment ils pourraient travailler ensemble ou de forme similaire.

Adoption des décisions de la réunion

Les décisions ci-dessous du CDP ont été notées et approuvées :

1. Tous les pays participant au projet IWEco et projets connexes devraient ratifier les trois protocoles (LBS, SPAW et sur les déversements d'hydrocarbures) à la Convention de Carthagène avant la fin du projet.
2. Les présents conviennent en principe (mais ce point sera soumis à discussion lors de la prochaine réunion du Comité de pilotage) d'accorder une prolongation du projet IWEco jusqu'au mois de juin 2023 en raison du démarrage tardif des projets nationaux.
3. IWEco devrait collaborer directement avec le CLME+ afin d'atteindre les objectifs des deux projets,

et travailler de concert pour attendre les buts et cibles en commun.

4. Le projet de budget pour la durée totale du projet a été approuvé.
5. Le Plan de travail 2018 d'IWEco et son budget ont été approuvés par le CDP.
6. Les comités nationaux intersectoriels ou interministériels devront être créés ou renforcés dans chacun des pays, car ils constituent un mécanisme important pour la mise en œuvre des projets nationaux.
7. Les webinars devraient être mis à disposition de tous les membres du CDP et des pays participants (des personnes en particulier peuvent être nommées) pour favoriser la participation - Partenariat relatif à la communication.
8. Plus avant, en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre des petites subventions pour le projet FEM IWEco, une gestion adaptative et souple devrait être encouragée, pour faire en sorte que le Programme des petites subventions (SGP) appuie effectivement les objectifs généraux du projet IWEco sur le plan communautaire par des initiatives susceptibles de générer des apprentissages, d'être reproduites et élargies.
9. Il est nécessaire d'assurer la cohérence au niveau de l'image de marque et de la communication du projet IWEco (site Internet, réseaux sociaux, etc.) et des mécanismes de communication établis entre les partenaires/pays sur lesquels se construisent les éléments de communication.
10. Tous les pays intéressés à participer aux réunions/ateliers/conférences etc. concernant le projet IWEco et/ou CLME+ devraient en informer l'UCP respective.
11. Il est proposé que la prochaine réunion se tienne en République dominicaine (sous réserve de leur consentement).
12. Utiliser les forums et mécanismes existants, tels que les réunions des partenariats en matière de Gouvernance, recherche et communication pour faire en sorte que les discussions techniques pertinentes aient lieu, plutôt que créer et convoquer des réunions du Groupe consultatif technique régional (RTAG).

Allocutions finales

M. Betlem a remercié M^{me} Inniss de l'avoir appuyé et d'avoir soutenu le projet depuis le début. Il a également remercié le personnel administratif du projet pour leur appui administratif et logistique, qui ont assuré la réussite complète de la réunion.

M^{me} Inniss a remercié M. Southey, M^{me} Vanderbeck, CARICOM, OECO, CLME+, et le Gouvernement de Cuba, en leur présentant ses meilleurs vœux de succès.

Le président M. Muñoz a remercié tous les présents pour leurs efforts et leur dévouement envers le projet et a déclaré la clôture de la réunion à 16h32.

ANNEXE 1 – LISTE DES PARTICIPANTS (2^e réunion régionale des CDP IWEco)

Pays participants

- | | |
|--|-----------------------------|
| 1. ADAMS , Rashauna | Antigua-et-Barbuda |
| 2. MUÑOZ , Alain | Cuba |
| 3. PALMER , Dillon | Grenade |
| 4. McKENZIE , Anthony | Jamaïque |
| 5. PARRY , Eavin | St.-Christophe-et-Niévès |
| 6. DARCHEVILLE , Aretha | Sainte-Lucie |
| 7. McLEOD , Casmus | Saint-Vincent-et-Grenadines |
| 8. ROMANO , Hayden | Trinité-et-Tobago |
| 9. ALONSO PEREZ , Tatiana | Cuba |
| 10. RAMOS PALENZUELA , Marileny | Cuba |
| 11. CASANELLA , Luis Antonio | Cuba |
| 12. CHANG , Eugenio Olalde | Cuba |

Organisations

- | | |
|------------------------------------|---|
| 13. ROBERTSON , Lyndon | CARPHA |
| 14. ISAAC , Cornelius | OECD |
| 15. SINGH , Amrikha | Secrétariat CARICOM |
| 16. SOUTHEY , Sean | PCI Media Impact |
| 17. CHEN , Sulan | PNUD, Programme des petites subventions SGP |
| 18. TROYA , Jose | PNUD, SGP Panama |
| 19. DEBELS , Patrick | UNOPS, CLME+ |
| 20. MONCADA , Alejandra | UNOPS, Groupe des petites subventions |
| 21. VANDERBECK , Isabelle | PNUE, FEM, Eaux internationales |
| 22. VILASOL NUÑ , Antonio | CAR - Cimab |
| 23. PERÉZ , Marlén | CAR - Cimab |
| 24. BETLEM , Jan | PNUE-UCR/CAR, GEF IWEco |
| 25. CORBIN , Christopher | PNUE-UCR/CAR |
| 26. INNISS , Lorna | PNUE-UCR/CAR |
| 27. SPENCER , Donna | PNUE-UCR/CAR |
| 28. HENRY-HERNANDEZ , Donna | PNUE-UCR/CAR |
| 29. PARKER , Shamene | PNUE-UCR/CAR, GEF IWEco |
| 30. FUENTES , Adolfo | Interprète |

31. **MARTINEZ**, Frances
32. **POMAR**, Ahmed
33. **GONZALEZ**, Adrian

Interprète
Interprète
Interprète

Date

M. Alain Muñoz
(Président de la 2^e réunion régionale du CDP IWEco)